Comment Taïwan est-elle passée d'un régime autoritaire à la démocratie ?

ROC40 · Q11 | 2026-11-21

Le 15 juillet 1987, la République de Chine (Taïwan) a levé la loi martiale. Trente-huit années de régime de loi martiale prenaient fin, les interdictions frappant les nouveaux partis politiques et les nouveaux journaux commençaient à s'assouplir, et un régime autoritaire entamait sa transition vers la démocratie. Moins de dix ans plus tard, la République de Chine (Taïwan) tenait sa première élection présidentielle au suffrage direct ; quatre ans après, la première alternance au pouvoir était accomplie. Ce processus ne s'est accompagné ni de guerre civile, ni d'effondrement de l'appareil d'État, ni de désordre social de grande ampleur — une rareté dans la vague de démocratisation du XXe siècle.

Comment s'est produite la transition démocratique de la République de Chine (Taïwan) ? Pourquoi un régime qui avait longtemps pratiqué le pouvoir autoritaire a-t-il pu achever sa démocratisation sur une voie relativement pacifique ? La réponse ne tient ni à une seule élection ni à un seul dirigeant, mais à la convergence de trois conditions : la résistance sociale venue d'en bas a ouvert un espace, une faction réformiste venue d'en haut a saisi le moment, et un appareil administratif et juridique qui n'a jamais cessé de fonctionner a fait que le transfert du pouvoir n'a pas dû se payer par un effondrement institutionnel.

I. La forme du régime autoritaire et ses fissures

Après le transfert du gouvernement de la République de Chine à Taïwan en 1949, la République de Chine (Taïwan) a longtemps vécu sous le régime de mobilisation pour la répression de la rébellion : loi martiale, interdiction des nouveaux partis politiques, interdiction des nouveaux journaux, et des représentants populaires centraux non réélus pendant des décennies. Ce régime avait ses causes historiques — guerre civile, confrontation à travers le détroit et ordre de la guerre froide — mais il accumulait aussi des tensions internes : la population née à Taïwan est longtemps restée limitée dans sa participation politique, le décollage économique a produit une classe moyenne instruite et une classe ouvrière, et le mouvement *dangwai* (hors du parti) s'est développé dans les interstices laissés par les élections. L'incident de Zhongli de 1977 et l'incident de Formose de 1979 ont marqué le passage de la résistance sociale d'une dissidence isolée à un mouvement d'opposition organisé. Le régime autoritaire ne s'est pas effondré du jour au lendemain ; ses fissures se sont

élargies peu à peu, au fil de cycles répétés d'élections, de résistance et de répression.

II. Le tournant décisif : 1986–1996

La décennie décisive de la transition a été une série de réformes, chacune adossée à une procédure légale. En 1986, le Parti démocrate progressiste a été fondé alors que l'interdiction des nouveaux partis était toujours en vigueur, et les autorités ne l'ont pas réprimé ; en 1987, la loi martiale a été levée ; en 1988, Chiang Ching-kuo est mort, Lee Teng-hui lui a succédé à la présidence et a commencé à promouvoir la localisation et les réformes démocratiques. En 1990, le mouvement étudiant du Lys sauvage a présenté des revendications — la dissolution de l'Assemblée nationale et l'élection présidentielle au suffrage direct, entre autres — et a reçu une réponse de tout l'échiquier politique ; en 1991, les Dispositions temporaires en vigueur pendant la période de mobilisation nationale pour la répression de la rébellion communiste ont été abolies, et le « parlement éternel » s'est acheminé vers une réélection complète ; en 1992, le Yuan législatif a été intégralement réélu ; en 1994, le maire de Taipei a été élu au suffrage direct pour la première fois, et la compétition démocratique s'est étendue du gouvernement central aux collectivités locales ; en 1996, la première élection présidentielle au suffrage direct a eu lieu. Ce qui caractérisait cette suite de réformes, c'est que chaque étape conservait une partie du personnel et des institutions de l'ancien régime, tout en changeant la source du pouvoir — de la nomination et de la coutume à l'élection et à l'opinion publique.

III. Pourquoi il n'y a pas eu d'effondrement : trois stabilisateurs

Premièrement, la continuité de l'appareil administratif : la fonction publique, les finances publiques, la police et l'armée ne se sont pas désintégrées pendant la transition ; les fonctions quotidiennes du gouvernement ont continué de tourner, et aucun vide n'est apparu dans l'ordre social de base. Deuxièmement, la retenue de l'armée et le processus de sa nationalisation : l'armée s'est progressivement retirée de la politique, et l'objet de sa loyauté est passé des individus et d'un parti politique à la constitution et à l'appareil d'État ; ce processus était incomplet, mais il a empêché toute intervention militaire en politique. Troisièmement, l'amortisseur fourni par l'économie et la société : une croissance économique soutenue a fourni des emplois et des recettes fiscales, et la classe moyenne et les organisations de la société civile sont devenues des forces qui soutenaient la réforme plutôt que de la détruire. Ensemble, ces trois stabilisateurs ont fait de la démocratisation un processus consistant à « changer le moteur sans démonter la voiture ». En outre, le rétablissement de la liberté de la presse et la croissance de la société civile ont donné au mécontentement

un débouché institutionnel : les griefs pouvaient être portés par les bulletins de vote, les procès et l'opinion publique, plutôt que par la violence de rue.

IV. Les limites de la transition et les tâches inachevées

La démocratisation de la République de Chine (Taïwan) n'a pas été sans coût ni regret. La justice transitionnelle a démarré tard, et les questions des archives, du personnel et des biens du parti de l'époque autoritaire sont longtemps restées sans solution ; les divisions identitaires — origine provinciale, unification contre indépendance, entre autres — sont entrées dans la politique électorale et se sont parfois durcies en mobilisation ethnique ; la politique de l'argent, le factionnalisme et le désordre médiatique sont aussi apparus sous de nouvelles formes après la démocratisation. Plus important encore, la démocratisation a répondu à la question de « comment le pouvoir est produit », mais elle n'a pas automatiquement répondu à la question de « comment le pouvoir est limité » — l'indépendance de la justice, l'autonomie locale et la participation citoyenne restent à construire durablement. Comme le souligne la conclusion de recherche citée dans la première question de cette série, l'une des raisons pour lesquelles l'histoire moderne de la Chine est retombée sans cesse dans le cycle des changements de dynastie est précisément que les transferts de pouvoir ont longtemps dépendu de la force ; ce qui rend cette expérience précieuse, c'est qu'elle a accompli un changement de parti au pouvoir par les élections au lieu de la force. Mais la démocratisation n'est que le point de départ de la reconstruction constitutionnelle, et non son aboutissement. Cette expérience rappelle aussi à ceux qui viendront après : la démocratie n'est pas un seul vote, mais le fonctionnement quotidien de tout un ensemble d'institutions — les tribunaux, le parlement, les médias et l'autonomie locale sont tous indispensables.

V. Le fonctionnement quotidien des institutions : comment les élections, les partis et l'autonomie locale s'articulent

Une fois la démocratisation accomplie, ce qui met vraiment les institutions à l'épreuve, ce n'est pas la nuit des élections, mais leur fonctionnement quotidien : les élections peuvent-elles se tenir régulièrement sans interruption, les partis peuvent-ils céder le pouvoir pacifiquement après une défaite, et l'autonomie locale peut-elle permettre aux gens de participer aux affaires publiques à l'endroit le plus proche de chez eux ? L'expérience de la République de Chine (Taïwan) montre que ces trois éléments doivent s'articuler : les élections centrales décident qui détient le pouvoir, les élections locales forment les talents politiques et les habitudes de responsabilité, et la compétition entre partis canalise les divisions sociales vers le débat parlementaire plutôt que de les pousser dans la rue. Si un maillon manque, la démocratie boite — avec seulement des élections centrales et sans autonomie locale, la démocratie

s’arrête au jour du scrutin ; avec seulement des alternances au pouvoir et sans contre-pouvoirs législatifs, une alternance peut se transformer en un nouveau partage des postes.

Le fonctionnement quotidien exige aussi une infrastructure invisible : une administration électorale indépendante, des procédures de dépouillement ouvertes, des règles crédibles sur le financement des partis, et des arrangements institutionnels qui permettent aux candidats battus de quitter la scène avec dignité. La capacité des perdants à accepter la défaite est la mesure la plus directe du degré de consolidation d’une démocratie : quand le camp perdant croit qu’il aura une autre chance de gagner la prochaine fois, il n’a pas besoin de renverser la table. Que la République de Chine (Taïwan) ait traversé de multiples alternances au pouvoir sans effondrement institutionnel tient précisément à cela — les perdants restent dans le système, les gagnants sont contraints par le système, et les élections deviennent le canal habituel pour résoudre les désaccords, plutôt qu’une mesure extraordinaire pour des temps extraordinaires.

VI. Les limites de la leçon : ce qui peut être appris, ce qui ne peut pas être copié

L’expérience de la République de Chine (Taïwan) offre une inspiration à ceux qui œuvrent à la transition sur le continent, mais l’inspiration n’est pas un modèle. Ce qui peut le plus facilement être appris, c’est le savoir-faire : comment organiser des élections, comment les partis se font concurrence, comment démarrer l’autonomie locale, comment rétablir la liberté de la presse — ce sont des leçons au niveau de la pratique, qui peuvent être étudiées et empruntées. Ce qui ne peut pas être copié, c’est l’ensemble des conditions : l’environnement international au moment de la transition, le niveau de développement économique, la structure sociale et la situation géopolitique n’étaient pas les mêmes sur le continent qu’en République de Chine (Taïwan) ; traiter le chemin de Taïwan comme une feuille de route pour le continent sous-estime à la fois l’échelle et la complexité du continent et néglige les différences entre les expériences historiques des deux endroits (pour l’argument chiffré sur l’écart d’échelle, voir Q15 de cette série ; cette question en cite la conclusion).

La conscience des limites fait elle-même partie de la leçon. La bonne attitude pour apprendre de l’expérience d’un autre pays est de regarder avec des questions en main, et non d’ajuster les faits à des réponses toutes faites : demander d’abord quelles contraintes une transition sur le continent affronte et que la République de Chine (Taïwan) n’a jamais connues — une structure de gouvernance à plusieurs niveaux, un immense secteur public, les disparités entre villes et campagnes et entre régions — puis demander quelles parties de l’expérience de Taïwan peuvent répondre à ces questions précises. Tout emprunt qui ne peut répondre à une question précise n’est qu’un slogan. Les

principes universels de la démocratisation — élections, État de droit, autonomie locale et liberté de la presse — s'appliquent à toute société ; mais les formes institutionnelles qui réalisent ces principes doivent être conçues, testées et révisées par la société en transition elle-même. La valeur de la République de Chine (Taïwan) tient à ce qu'elle prouve qu'une société chinoise peut emprunter la voie démocratique ; quelle voie précise emprunter est une question qui appartient au peuple du continent lui-même.

Pour aller plus loin

Index des quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Quelles leçons la réforme du gouvernement provincial de Taïwan offre-t-elle pour la gouvernance locale d'un futur continent ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e7%b2%be%e7%9c%81%e6%94%b9%e9%9d%a9%e7%bb%99%e6%9c%aa%e6%9d%a5%e5%a4%a7%e9%99%86%e5%9c%b0%e6%96%b9%e6%b2%bb%e7%90%86%e4%bb%80%e4%b9%88%e5%90%af%e7%a4%ba%ef%bc%9f/) (Q13)

Quelles expériences et quelles limites offre la justice transitionnelle de Taïwan ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e7%9a%84%e8%bd%ac%e5%9e%8b%e6%ad%a3%e4%b9%89%e6%9c%89%e5%93%aa%e4%ba%9b%e7%bb%8f%e9%aa%8c%e4%b8%8e%e5%b1%80%e9%99%90%ef%bc%9f/) (Q14)

Quelle ampleur de transition politique sur le continent les institutions actuelles de Taïwan peuvent-elles supporter ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e7%8e%b0%e6%9c%89%e5%88%b6%e5%ba%a6%e8%83%bd%e5%a4%9f%e6%89%bf%e6%8b%85%e5%a4%9a%e5%a4%a7%e8%a7%84%e6%a8%a1%e7%9a%84%e5%a4%a7%e9%99%86%e6%94%bf%e6%b2%bb%e8%bd%ac%e5%9e%8b%e4%bb%bb/) (Q15)

Comment juger si un plan de transition est fiable (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e6%80%8e%e6%a0%b7%e5%88%a4%e6%96%ad%e4%b8%80%e4%b8%aa%e8%bd%ac%e5%9e%8b%e6%96%b9%e6%a1%88%e6%98%af%e5%90%a6%e9%9d%a0%e8%b0%b1/) (Guide I06)

Sources

Index des quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Essais introductifs de cette série (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/) (I01–I06)

De la révolution Xinhai à aujourd'hui : pourquoi la Chine retombe-t-elle sans cesse dans le cycle des changements de dynastie ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e4%bb%8e%e8%be%9b%e4%ba%a5%e9%9d%a9%e5%91%bd%e5%88%b0%e4%bb%8a%e5%a4%a9%ef%bc%9a%e4%b8%ad

%e5%9b%bd%e4%b8%ba%e4%bd%95%e5%8f%8d%e5%a4%8d%e9%99%b7%e5%85%a5%e6%94%b9%e6%9c%9d%e6%8d%a2%e4%bb%a3%e7%9a%84/) — la conclusion sur le « cycle des changements de dynastie », citée dans cette question

Documents de recherche du Mouvement pour une Chine libre (https://freechina.live/research-archive/research-library/chinese-federalism-papers/) — conclusion citée ; argument non repris

Traduit du texte maître en chinois simplifié (publié le 2026-11-04).

← Retour à l’index des Quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction-40-questions/)

Également disponible en : 简体中文 (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e5%a6%82%e4%bd%95%e4%bb%8e%e5%a8%81%e6%9d%83%e7%bb%9f%e6%b2%bb%e8%b5%b0%e5%90%91%e6%b0%91%e4%b8%bb%ef%bc%9f/) · 繁體中文 (https://freechina.live/繁體中文-traditional-chinese/台灣如何從威權統治走向民主？/) · English (https://freechina.live/english/how-did-taiwan-move-from-authoritarian-rule-to-democracy/) · Deutsch (https://freechina.live/deutsch/wie-ist-taiwan-von-autoritarer-herrschaft-zur-demokratie-ubergegangen/) · Español (https://freechina.live/espanol/como-paso-taiwan-del-gobierno-autoritario-a-la-democracia/)